

Immeubles bourgeois, maisons de maître, bâtisses et autres monuments historiques à saisir !

SUD Culture Solidaires avait dénoncé en son temps, les conditions dans lesquelles un nouveau projet de loi organisait le bradage des monuments historiques aux collectivités territoriales.

Le 8 juin, le gouvernement a dévoilé un plan de cessions de 1700 logements, immeubles et autres terrains qui devraient se dérouler entre 2010 et 2013. L'objectif est double : alléger un déficit budgétaire aggravé par des choix politiques catastrophiques et réduire les espaces de travail des agents à 12 m².

Le Ministère de la Culture est particulièrement concerné^[1]. Outre les écuries impériales du Palais du Rhin qui fait l'objet de la lettre ouverte adressée à Frédéric Mitterrand (cf pièce jointe), citons également un bâtiment prestigieux (XIII^e siècle) et classé au titre des monuments historiques à Metz), une maison d'habitation « bourgeoise » (XVII^e-XVIII^e siècles) et l'ancien bâtiment des écuyers de l'Hôtel Chartraire de Montigny (XVII^e siècle) à Dijon, l'ancien Couvent des Dominicains à Rouen, l'ancienne Chartreuse Saint-Julien (XVIII^e siècle) à Petit-Quevilly, un château médiéval (XV^e-XVI^e siècles), classé monument historique, à Ribagnac en Dordogne.

Les seuls bénéficiaires seront sans conteste les promoteurs amis du pouvoir qui n'ont pas tardé à se jeter nombreux sur de « très belles affaires », d'autant plus que vendre les « bijoux de famille » en pleine crise économique constitue une aberration.

Ces ventes se feront bien entendu sans le moindre souci de l'intérêt culturel d'un patrimoine qui constitue un bien commun des citoyens. Et peu importe si cette braderie se traduira par la mutilation d'ensembles monumentaux au détriment de l'intérêt patrimonial.

De plus, aucune considération n'est apportée aux agents qui y exercent leurs missions. Les surfaces de travail rétrécissent au gré des ventes des bâtiments, les conditions de travail deviennent exécrables comme à la DRAC Alsace, qui occupe le Palais du Rhin. Sont également concernés les sièges de plusieurs SDAP (SDAP 88 à Epinal, SDAP 70 à Vesoul) ainsi qu'un ancien chalet de fromagerie réaménagé au début des années 2000 pour l'hébergement du personnel effectuant des fouilles archéologiques et pour l'entrepôt des objets issus de ces fouilles à Beffia (Jura)

SUD Culture Solidaire dénonce vivement ces cessions qui vont à l'encontre de l'intérêt patrimonial de l'état et de l'expertise scientifique des membres des commissions du patrimoine ainsi que des conditions de travail des agents concernés.

Au moment où vont s'ouvrir les journées du patrimoine, il est important qu'agents du ministère et grand public soient informés de cette politique de gribouille.

SUD Culture Solidaires, le 3 septembre 2010

^[1] La liste est accessible ici : http://www.budget.gouv.fr/cessions/previsions_mode0410.htm